



Séance du Comité Syndical du SMEP de la région de Jurançon du 16 janvier 2024

Le 16 janvier 2024, à 17 heures 30, le Comité du Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon s'est réuni dans les locaux du SMEP à Jurançon, sur convocation de Monsieur le Président, publiée le 9 janvier 2024 et transmise par voie électronique le 8 janvier 2024, et sous la présence de ce dernier.

PRESENTS : M. BERNOS Michel, M. PATRIARCHE Nicolas, M. DUDRET Victor, M. RHAUT Jean-Christophe, M. DAVANTES Jean-Charles, M. MORA Pascal, M. NAHON André, Mme MARQUE Christine, M. URBAN Jean-Claude, M. CABANNE Pascal, M. MAZODIER Frédéric, M. MAUBOULES Patrick, M. PARIS Gérard, Mme BELAYGUE Dominique, M. GAUZERE Guy, M. LASSALLE Philippe, M. CLAVERIE Didier, M. MALO Serge, M. BERNIARD Claude, M. BERTRANINE-CHANQUET Serge, Mme HORROD Vanessa, M. LESCUDÉ Frédéric, M. BURON Patrick, M. BÉGUÉ Gérard, Mme HOURCADE-MEDEBIELE Véronique, M. LABAT Léopold, Mme JOUANINE Marie-Hélène, Mme CORMY Céline.

ABSENTS EXCUSES : M. CAPERET Alain, Mme DAUGAS Sylvie, M. FAUX Jean-Pierre, M. CARRIQUIRY Gérard, M. ROTH Patrick, M. SOUDAR Denis, M. GERMAIN Eric (représenté par Mme HORROD Vanessa, déléguée suppléante), M. PEDEFLOUS Roger (représenté par M. LESCUDÉ Frédéric, délégué suppléant), M. VERMESSE Bruno, M. DUMAS François, M. RANGOTTE Pierre (représenté par Mme CORMY Céline, déléguée suppléante).

ABSENTS MAIS AYANT DONNÉ POUVOIR : M. POURTAU Xavier a donné pouvoir à M. LASSALLE, M. POILLION Jean a donné pouvoir à M. NAHON et M. LACRABERE Francis a donné procuration à M. LABAT.

Secrétaire de séance : M. DUDRET Victor

Délibération n° 05-2024 – Recrutement d'un nouveau Directeur et mise à jour du tableau des effectifs

Rapporteur : Monsieur Nicolas PATRIARCHE

Le Rapporteur rappelle qu'un emploi de Directeur du Syndicat a été ouvert tel que le rappelle la délibération en date du 2 mars 2021 relatif au tableau des effectifs. Le Directeur actuel du Syndicat a fait connaître son souhait de mutation en externe, le poste de Directeur sera donc vacant à compter du 1^{er} mars 2024.

Pour rappel, le poste de Directeur du SMEP de la région de Jurançon est un emploi permanent à temps complet correspondant à un grade d'ingénieur ou d'ingénieur principal.

La durée hebdomadaire moyenne de travail est fixée à 35 heures.

Cet emploi appartient à la catégorie hiérarchique A.

Cet emploi permanent pourra être pourvu :

- ✓ par le recrutement d'un fonctionnaire en application du principe général posé à l'article L.311-1 du Code général de la fonction publique selon lequel, sauf dérogation prévue par une disposition législative, les emplois civils permanents des départements, des communes et de leurs établissements publics à caractère administratif sont occupés par des fonctionnaires,
- ✓ par dérogation, par le recrutement d'un agent contractuel en application des dispositions de l'article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique, qui permettent de recruter des agents contractuels sur des emplois permanents lorsque la nature des fonctions ou les besoins du service le justifient et si aucun fonctionnaire n'a pu être recruté, soit au titre de la mobilité, soit parmi les lauréats de concours.

Dans l'hypothèse d'un recrutement en qualité de contractuel, le tableau des emplois sera complété comme suit :

Emploi	Grades associés	Catégorie hiérarchique	Effectif budgétaire	Temps hebdomadaire moyen de travail	Fondement du recrutement si recrutement en qualité de contractuel
Directeur du Syndicat	Ingénieur principal Ingénieur	A	1	Temps complet	Article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique

Dans l'hypothèse du recrutement d'un agent contractuel, l'emploi pourrait être doté d'un traitement afférent à un indice brut compris entre 444 et 837.

Les contrats de travail sont conclus pour une durée déterminée maximale de trois ans renouvelable par reconduction expresse dans la limite de six ans. Si, à l'issue de cette durée de six ans, le contrat est reconduit, il l'est par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le cas échéant, la rémunération comprendrait les primes et indemnités prévues pour le cadre d'emplois correspondant aux fonctions assurées, telles que fixées pour les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des ingénieurs par délibération du Comité syndical en date du 21 février 2022.

Le Comité syndical, après avoir entendu le Rapporteur dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré,

- RAPPELLE

la création d'un emploi permanent à temps complet de Directeur selon la délibération relatif au tableau des effectifs du 2 mars 2021,
- COMPLETE

que cet emploi pourra être pourvu par le recrutement d'un fonctionnaire ou d'un agent contractuel,
- DECIDE

que dans l'hypothèse du recrutement d'un agent contractuel, cet emploi sera doté d'un traitement afférent à un indice brut compris entre 444 et 837,
- AUTORISE

Monsieur le Président à signer le contrat de travail proposé en annexe s'il opte pour le recrutement d'un agent contractuel au terme de la procédure de recrutement,
- ADOPTE

l'ensemble des propositions du Rapporteur,
- PRÉCISE

que les crédits suffisants seront prévus au budget de l'exercice.

Au moment du vote de la délibération :

En exercice : 39 Nombre de présents : 28 Pouvoirs : 3 Nombre de votants : 31

Vote – Pour : 30 / Contre : 0 / Abstention : 0

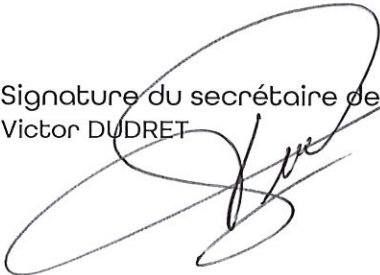
Fait à JURANÇON et délibéré, les jours, mois et an que dessus,
Pour extrait certifié conforme.

Signature du Président :
Michel BERNOS



SYNDICAT MIXTE
DE L'EAU POTABLE
DE LA REGION DE JURANÇON

Signature du secrétaire de séance :
Victor DUDRET



ANNEXE

PROJET DE CONTRAT DE TRAVAIL À DURÉE DÉTERMINÉE
établi en application des dispositions de l'article L.332-8 2° du Code général
de la Fonction publique
(recherche infructueuse de Fonctionnaires – toutes catégories hiérarchiques)

ENTRE (*désignation de la collectivité/ de l'établissement public*), demeurant à
..... (*indiquer l'adresse*), représenté(e) par son (*Maire ou*
Président) M./Mme dûment habilité(e) à cette fin par délibération du
..... (*organe délibérant*) en date du, soumise au contrôle
de légalité le et affichée le,

ET M./Mme, né(e) le à demeurant à
..... (*indiquer l'adresse*), titulaire de (*indiquer le diplôme le*
plus élevé),

Considérant que M./Mme, remplit les conditions générales de recrutement
prévues à l'article 2 du décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de
la Fonction Publique Territoriale,

Il est exposé ce qui suit :

Par délibération en date du le
..... (*organe délibérant*) a créé un emploi de pour assurer
(*service et missions*).

La déclaration de vacance d'emploi a été
effectuée auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Pyrénées-Atlantiques
et a été publiée le

En application des dispositions de l'article L.332-8 2° du Code général de la fonction publique, il est
possible de recruter des agents contractuels sur des emplois permanents lorsque la nature des
fonctions ou les besoins du service le justifient et si aucun fonctionnaire n'a pu être recruté, soit au
titre de la mobilité, soit parmi les lauréats de concours.

Considérant que la procédure de recrutement a été menée dans le respect des conditions
réglementaires du décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement
pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels.

Les candidatures de fonctionnaires au poste de ne correspondant pas au profil
recherché (*ou bien : la collectivité n'ayant reçu aucune candidature de fonctionnaire*), il a été décidé
de pourvoir le poste par le recrutement d'un agent contractuel.

Les contrats sont conclus pour une durée
déterminée maximale de 3 ans et ne sont renouvelables que par reconduction expresse dans la limite
d'une durée totale de 6 ans. Si, à l'issue de cette durée de 6 ans, le contrat est reconduit, il l'est par
décision expresse et pour une durée indéterminée.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1^{er} - ENGAGEMENT - ATTRIBUTIONS

À compter du et pour une durée de M./Mme est engagé(e) par
..... (*désignation de la collectivité / de l'établissement public*) en qualité de

(désignation de l'emploi à pourvoir) pour assurer (missions précises).

Cet emploi appartient à la catégorie hiérarchique (A, B ou C).

L'agent exercera ses fonctions (mentionner le ou les lieux d'exercice des fonctions ou, à défaut de lieu fixe ou principal, l'indication selon laquelle les fonctions sont exercées sur plusieurs lieux ainsi que, lorsque les fonctions sont exercées à l'étranger, la mention du ou des Etats où elles sont assurées).

L'agent assurera ses fonctions sous l'autorité du (Maire ou Président) ou des personnes déléguées par lui.

L'agent exercera ses fonctions à temps complet.

L'agent effectuera h de travail par semaine en moyenne.

L'agent effectuera une période d'essai de

ARTICLE 2^{ème} - CONGÉS ANNUELS

L'agent bénéficiera de jours ouvrés de congés annuels.

À l'issue du contrat, l'agent qui, du fait de l'autorité territoriale, en raison notamment de la définition par l'Autorité territoriale du calendrier des congés annuels, ou pour raison de santé, n'a pu bénéficier de tout ou partie de ses congés annuels aura droit à une indemnité compensatrice de congés annuels.

L'indemnité compensatrice est égale au 1 / 10^{ème} de la rémunération totale brute perçue par l'agent lors de l'année en cours, le cas échéant proratisée par rapport au nombre de jours de congés annuels dus et non pris. L'indemnité ne peut être inférieure au montant de la rémunération que l'agent aurait perçue pendant la période de congés annuels dus et non pris. L'indemnité est soumise aux mêmes retenues que la rémunération de l'agent.

ARTICLE 3^{ème} - RÉMUNÉRATION

L'agent percevra mensuellement un traitement correspondant à la valeur de l'indice brut majoré (au 1^{er} juillet 2023)

L'agent percevra un traitement correspondant à la valeur de l'indice brut majoré (au 1^{er} juillet 2023)

L'agent percevra un traitement calculé à raison de /35^{èmes} de la valeur de l'indice brut (au 1^{er} avril 2021) majoré

L'agent percevra, en outre, mensuellement le supplément familial de traitement. Il percevra (périodicité définie dans la délibération) les primes et indemnités prévues pour le cadre d'emplois correspondant aux fonctions assurées telles que fixées pour les fonctionnaires instituées par (organe délibérant) par délibération en date du

La rémunération sera versée chaque mois après service fait, par virement sur le compte bancaire de l'agent.

ARTICLE 4^{ème} - SÉCURITÉ SOCIALE - RETRAITE

L'agent relèvera du régime général de la Sécurité Sociale et de l'IRCANTEC.

ARTICLE 5^{ème} - RENOUELEMENT DU CONTRAT

Le présent contrat ne pourra être renouvelé que par reconduction expresse pour une durée maximum de 3 ans et sous réserve que la durée totale des contrats n'excède pas 6 ans.

L'autorité territoriale notifie à l'agent son intention de renouveler ou non le contrat de travail au plus tard :

- 8 jours avant le terme de l'engagement pour l'agent recruté pour une durée inférieure à 6 mois ;
- 1 mois avant le terme de l'engagement pour l'agent recruté pour une durée égale ou supérieure à 6 mois et inférieure à 2 ans ;
- 2 mois avant le terme de l'engagement pour l'agent recruté pour une durée supérieure à 2 ans ;
- 3 mois avant le terme de l'engagement pour l'agent dont le contrat est susceptible d'être renouvelé pour une durée indéterminée en application des dispositions législatives ou réglementaires applicables.

L'agent dispose d'un délai de 8 jours pour faire connaître son acceptation ou son refus. En cas de non réponse, il sera réputé renoncer à son emploi.

ARTICLE 6^{ème} – RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

1 – Licenciement (à l'initiative de la collectivité)

Le licenciement pourra être prononcé après respect des procédures et délais de préavis prévus par le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Aucun préavis n'est dû en cas de licenciement pour motif disciplinaire, pour inaptitude physique ou au cours ou à l'expiration d'une période d'essai.

2 – Indemnité de fin de contrat

Une indemnité de fin de contrat sera versée à l'agent au plus tard 1 mois après le terme du contrat dès lors que sont remplies les conditions prévues à l'article L.554-3 du Code général de la fonction publique et à l'article 39-1-1 du décret n°88-145 du 15 février 1988.

3 – Démission de l'agent

La démission doit être présentée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elle doit exprimer clairement la volonté de l'agent de démissionner. L'agent doit respecter un préavis de :

- 8 jours si la durée de service effectuée par l'agent est inférieure à 6 mois,
- 1 mois si la durée de service effectuée par l'agent est égale ou supérieure à 6 mois et inférieure à 2 ans,
- 2 mois si la durée de service effectuée par l'agent est égale ou supérieure à 2 ans.

ARTICLE 7^{ème} – CONDITIONS D'EMPLOI ET ANNEXES

Les conditions d'emplois figurent dans les documents joints en annexe au présent contrat.

Figurent en annexes :

- la fiche de poste récapitulant les conditions d'emploi du poste,
- le document récapitulant l'ensemble des instructions de service opposables aux agents,
- les certificats de travail délivrés par les précédents employeurs publics de l'agent.

ARTICLE 8^{ème} - AUTRES DISPOSITIONS

D'une manière générale, l'agent se verra appliquer les dispositions du Code général de la fonction publique en tant qu'elles concernent les agents contractuels ainsi que celles du décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale.

ARTICLE 9^{ème} – COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE ET VOIES DE RECOURS

Les litiges résultant de l'application du présent contrat relèvent de la compétence de la juridiction administrative et peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de PAU – CS 50543 – 64010 PAU Cedex dans le délai de 2 mois à compter de la notification à l'intéressé(e). La requête peut être déposée sur le site www.telerecours.fr.

Fait à, le

Faire précéder la signature des parties par la mention manuscrite "Lu et Approuvé"

M./Mme

Le (Maire ou
Président),

(Prénom, nom lisibles / Cachet
et signature)